

## SANOFI : ÉNIÈME RESTRUCTURATION ET ON LAISSE FAIRE

**A**près avoir supprimé près de 5 000 emplois ces cinq dernières années, le groupe Sanofi annonce une énième restructuration avec la suppression de 1 700 emplois, 1 000 pour la France mais qui feront en fait, **d'ici trois ans, environ 3 000 postes de moins.**

Personne ne sera dupe du discours tenu par la **direction du groupe. Il ne s'agit que de stratégie financière, par l'externalisation et les cessions de productions et de sites, le groupe va se désengager de la production d'environ 200 médicaments** pour ne garder que les plus lucratifs y sacrifiant au passage une partie de sa recherche.

**C'est purement inacceptable, comment admettre que ce fleuron de notre industrie soit sacrifié sur l'autel du capitalisme, de la rentabilité à tous prix ? Un groupe qui s'est construit, historiquement, par la volonté de l'État Français et avec ces deniers, encore à aujourd'hui ;**

### Sanofi c'est :

- ♦ **36 milliards de chiffre d'affaires,**
- ♦ 5 à 7 milliards de bénéfices nets par an,
- ♦ 4 milliards de dividendes versés aux actionnaires,
- ♦ 1,5 milliards de crédit impôt perçu en 10 ans.

Ils sont où les beaux discours du monarque président et de son gouvernement. « Nous devons retenir les leçons de cette pandémie », « il y aura un jour d'après », « il va falloir repenser notre industrie, la relocalisation des productions de première nécessité », « notre indépendance en dépend ».

Dans les faits et les actes du gouvernement, il est **plus à craindre que le jour d'après soit pire qu'avant puisque les choix politiques qui sont fait vont à contre sens de ce qu'il faudrait pour ne plus être asservi au capitalisme.**

Cela fait longtemps que la FNIC-CGT, comme **d'autres, dénonce la casse industrielle, notamment celle des industries de santé** mettant en danger notre sécurité sanitaire, notre indépendance thérapeutique. La pandémie liée au Covid-19 nous a malheureusement donné raison, plus personne ne peut le nier. Et pourtant, le choix est fait de sauver la finance, le capitalisme plutôt que celui du progrès et de la protection de la nation, de ses citoyens.

La FNIC-CGT le réaffirme, les biens communs de **l'humanité que sont les industries de santé, l'eau, l'énergie, le logement, l'alimentaire ne doivent être la propriété de personne.** Chaque être humain de la planète doit y avoir accès sans restriction, ces biens communs sont le fruit des travailleurs qui produisent les richesses pour le bien de tous.

Notre grand pays, 10 millions de personnes sous le seuil de pauvreté **(pour l'instant), 7 millions inscrites à Pôle emploi, 40 % de la population qui a dû renoncer à un ou plusieurs soins (64 % chez les plus démunis), 2 millions de mal logés... 1% de la population qui possède plus que 60 % de celle-ci.**

**Il ne suffit plus d'appeler à la révolution, il va falloir la faire.**